

# L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1473 DU JEUDI 23 SEPTEMBRE 2021 • 29ÈME ANNÉE • PRIX : 3000 FG • ZONE CEFA : 5

## CELLOU DALEIN



**«Faire tomber un dictateur suppose beaucoup de courage»**

CNRD

P.3

### Les premiers dérapages

Ismaël Condé

**« Personne n'a souhaité voir Alpha Condé dans cet état... »**

P.4

Des magistrats s'autoflagellent devant le CNRD

**La déception d'un juge**

P.9



Maison centrale; coup d'Etat du 5 septembre...

**Les « vérités » d'Abdoulaye Bah !**

P.2



Maison centrale ; coup d'Etat du 5 septembre...

## Les « vérités » d'Abdoulaye Bah !

**L'ex-président de la délégation spéciale de Kindia était l'invité spécial de nos confrères de la radio Fim FM, le 14 septembre 2021. Au cours de cet entretien Abdoulaye Bah s'est exprimé sur le sort d'Alpha Condé après le coup d'Etat du 5 septembre, les principes de sa libération édicté par la CEDEAO et les calvaires des prisonniers à la maison centrale. Lisez !**

**L'indépendant** : **Bonjour M. Bah ! Comment vous avez accueilli le coup de force du 5 septembre qui a déposé Alpha Condé ?**

Permettez-moi de rappeler ceci : la prison n'est pas un lieu d'intimidation ni de destruction, c'est un établissement de correction. Il y a des gens à la maison centrale qui sont accusés de tentative de viol, il n'a pas eu d'enquête depuis 12 années. Vous avez des gens qui sont accusés, qui ont été amenés à cause d'une transaction financière qui relève de droit commun depuis 5 ans. On vous envoie à la sureté, on vous oublie. Il y a des gens là-bas qui n'ont plus de famille comme le jeune Mohamed Boké. Boké, il est venu à la maison centrale, il avait 14 ans. Aujourd'hui, il a la trentaine. On vous vous envoie

en prison, on vous oublie.

A l'intention de vous les populations guinéennes. Monsieur les autorités vos prisons abiment l'avenir de la nation. La calle mineure, il y a plus de 400 jeunes. Ils échouent comme sur la plage des épaves. La prison est un établissement public de sanction, de correction et de réinsertion. La prison est nécessaire pour la société mais pour ceux qui violent les lois de la nation ou qui causent du tort aux concitoyens. Il faut corriger, il faut sanctionner, pour ne pas que certains fassent objet de violence.

**Parlez-nous de l'alimentation ?**

Vous avez un seul repas par jour. Et quelle qualité de riz qu'on vous envoie, avec quelle sauce « *Ngbontét* » et « *Yoka bourakhaye* ». On vous envoie ça dans des bassines d'aluminium qu'on utilise dans les baptêmes ou mariage. On transfère ça vers midi-treize heures. C'est l'œil qui mange avant la bouche, c'est tellement mal fait, vous n'avez même pas envie de regarder. Or, il y a un budget pour les prisonniers. Les gens sont entassés comme du bétail. Forcément la promiscuité aidant, les maladies sont facilement rependues. C'est indescriptible, et c'est inhumain.

Nous, on avait la chance d'avoir la famille qui nous envoyait à manger, de l'eau qui ne venait pas de l'inté-

rieur. Malgré cela, on a été malade. Quand vous vivez dans un endroit pareil, vous tombez malade parce que les conditions de vie ne sont pas les meilleures. En ce qui me concerne, on était dans les meilleures des calles. La calle shoot room.

Les calles sont des bâtiments construits par des ONG comme Terre des Hommes et autres. Ils nous assistent, surtout les jeunes sans métier à se forger un métier. Cette Calle des mineurs dont on parle est composée de quatre bâtiments. C'est des bâtiments construits pour abriter les ateliers et les instructeurs. Cet atelier a été vidé et transformé en calle ou cellule.

Dans la cellule, on n'était au nombre de 16 personnes. C'est là où, il y a des dignitaires, plusieurs personnes respectables. On est mélangé aux détenus des droits communs. Sans les jugés, on les côtoie. Des enfants de rien, des petits délinquants, des innocents, tout est mélangé. Or dans ce monde moderne, civilisé ; même au Sénégal ici, il y a des établissements pénitenciers pour les responsables qui aspirent à diriger la nation. Ici tout est mélangé ; c'est pêle-mêle.

Voici brièvement les conditions, c'est poignardant, parce que ce n'est pas humain. Donc, on est témoin de ce qui s'est passé dans cette sureté dont on se vantait. Pour intimider, on dit : si vous



parlez on vous envoie à Coronthie. Je le dis encore, la prison n'est pas un lieu d'intimidation ni de destruction des humains, c'est un établissement de correction.

**Et la vidéo qui vous a fait retourner en prison. Qu'est ce qui s'est passé?**

Sur la vidéo, j'assume mes propos. Je suis un homme politique. Alpha Condé a été conjugué au passé depuis le 31 décembre 2020 pour l'UFDG et l'ANAD. On a été mis aux arrêts parce que nous les trois jeunes, Ousmane Gaoual, Cellou Baldé et moi Abdoulaye Bah de Kindia, nous devrions être le marketing, c'est sont eux qui ont défendu la victoire du 18 octobre de Cellou Dalein Diallo ; c'est pourquoi on nous a arrêté de façon précipité, anticipé pour éviter que la population nous suive. C'est une stratégie. Le RPG, ils ont des stratèges, des politologues qui calculent. Qu'est-ce qu'il faut faire ? Nous, on était arrêté de façon anticipée, de façon préparée pour ne pas que la population et des leaders continuent à réclamer la victoire.

parce que le 18 octobre, moi j'étais à Kindia, j'ai fait Molota, Bakhaya Khori, j'ai fait Samaya, Mambia, Friguiaghé, Danmakhania, j'ai fait Bangouya, Madina woula, j'ai fait Linsan, Souguéta, Kolentin. J'étais partout au volant de ma Voiture et la tête de liste de l'UFDG à Kindia à l'occurrence le responsable de campagne à Kindia, les gens nous ont vus. On n'a vu personne du RPG dans la campagne, même au centre-ville, il n'y avait personne. Depuis longtemps, le RPG a été décrédibilisé.

La démocratie est un régime très simple. Les gens sont libres de choisir en observant les gens. Vous n'avez pas besoin de corrompre ou de les intimider. A Kindia, on n'a vu aucune capacité politique de RPG à nous affronter, le terrain était vide. Ce sont des enfants qu'on donnait des T-shirts, qu'on donnait des boubous Jaunes, des taximotards, les vidéos en font foi.

Donc la victoire, elle est acquise parce que c'était une "vote sanction". Lorsque le gouvernement sor

La victoire était acquise

(Suite à la page 4)

### Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publireportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au

Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21

E-mail : lindependantguinee@gmail.com

L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

**Siège:** Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince  
Commune de Ratoma  
Email: lindependantguinee@gmail.com  
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427  
Conakry

**Redacteur en chef**

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26 68  
Email: dialloamsadjo@gmail.com

**Comité de rédaction**

Amadou Sadjo DIALLO  
Alpha Amadou DIALLO  
Amadou Tidiane DIALLO  
Moussa THIAM

**P.A.O**

N. S. SOUMAORO

**Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces**

Mamadou Aliou Diakité Tél.  
664.63.09.53/  
622.04.62.21

E-mail: madalga1@gmail.com

**Distribution:** SPIC / Maison du Livre

**Impression:** SPIC/Imprimerie Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site  
www.kefinafasso.com

Lisez le journal  
numérique sur le site

**Kéfinafasso**  
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.



CNRD

## Les premiers dérapages

La Guinée n'a pas fini sa descente aux enfers depuis les premières heures de l'indépendance. En effet, au-delà de quelques acquis politiques, économiques et sociaux, chaque régime est venu accentuer un peu plus la misère du peuple. Le dernier régime en date, celui d'Alpha Condé, était devenu une dictature qui ne lésinait pas à réprimer toute voix discordante et à piller sans vergogne les richesses du pays.

Mais il y a une fin à toute chose, même si la fin n'est parfois que temporaire. Au moment où personne ne s'y attendait, Alpha Condé voit filer entre ses doigts le pouvoir. Des indiscretions disent que le colonel Mamadi Doumbouya était devenu la bête noire du régime, sa tête était mise à prix, et c'est pour sauver sa peau qu'il s'est décidé à faire le putsch qui lui a réussi. On devine aisément que s'il s'était laissé prendre, il aurait été abattu comme un vulgaire bandit. Voilà que son coup d'éclat fait de lui un héros libérateur salué à juste titre par toutes les couches socio-professionnelles de la Guinée.

Les premières déclarations et les premiers gestes de la junte sont en grande partie rassurants, sauf que quelques dérapages sont à signaler :

- Une transition inclusive est prônée par la junte, ce qui est une erreur grave. Comment associer les bourgeois du peuple à la mise en

place d'un Etat de droit qu'ils ont allégrement piétiné pendant des années, Alpha Condé et ses Ministres devraient tous être mis au frais jusqu'à la fin de la transition. Leurs gestions seraient passées au peigne fin et les coupables de malversation punis à la hauteur de leurs forfaitures. Et comme dit un adage, qui trop embrasse mal étreint, les nouvelles autorités laisseraient au futur gouvernement civil le soin d'auditer la gouvernance des première et deuxième républiques.

- Le colonel Doumbouya met carrément dans le même sac de l'échec de la gestion du pays tous les acteurs socio-politiques de 1958 à nos jours, ceci n'est pas un bon jugement ; il a intérêt à garder la tête sur les épaules et à savoir distinguer le bon grain de l'ivraie. Parce qu'il y a du bon et du mauvais parmi les vieux et les jeunes de tous bords.

- Un troisième dérapage en perspective risque bien d'arriver, celui de la libération ou l'exfiltration de l'ancien président, un homme au passé sulfureux et au présent suffisamment nocif.

N'est-ce pas que la Guinée est encore à la croisée des chemins ? Allons-nous réussir cette troisième transition de notre histoire ou bien allons-nous la bâcler une fois encore ? Attendons de voir !

Walaoulou BILIVOGUI

## Avis important

L'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" constatent ces derniers temps, avec regret, que des individus non identifiés se présentent au niveau des institutions nationales et internationales, ainsi qu'au niveau de certaines sociétés de la place, au nom des deux organes, sans aucune autorisation de leurs responsables.

Face à ces agissements relevant du délit, l'Administration et la Direction du groupe de presse "L'Indépendant/Le Démocrate" invitent cordialement et humblement les entités citées plus haut à se référer toujours à l'adresse mentionnée dans l'ours des deux journaux en cas de besoin.

Merci d'avance de la compréhension!

La Rédaction

Cellou Dalein

## « Faire tomber un dictateur suppose beaucoup de courage »

A l'occasion de l'Assemblée générale virtuelle de l'Union des Forces Démocratiques tenue ce samedi 18 septembre 2021, Cellou Dalein Diallo a invité le CNRD a restitué le pouvoir dans un bref délai.



Pour le président de l'UFDG, c'est le résultat d'une longue lutte qui a amené la chute d'Alpha Condé. C'est pourquoi, Cellou Dalein Diallo n'a pas manqué à saluer le courage et la détermination du peuple de Guinée le surnom "patriotique" de l'armée face au régime déchu.

« Alpha Condé est tombée. Et nous avons gagné la guerre. Nous devons nous réjouir par ce que malgré les violences, les tueries, les emprisonnements arbitraires, les intimidations, les tentatives de déstabilisation de notre parti, vous êtes restés déterminer dans ce combat

contre la dictature. Le pays est en crise depuis que M. Alpha Condé a décidé de changer la constitution, de s'octroyer un troisième mandat en violant son serment. Aujourd'hui, la dictature est tombée. Les prisonniers sont libérés, notre siège et bureau restitués. Les PA stationnés dans nos fiefs démantelés. C'est une victoire », se réjouit l'ancien Premier ministre.

Même si Cellou Dalein Diallo a salué le courage du nouvel homme fort de Guinée colonel Mamdy Doumbouya, il invite tout de même les putschistes à rendre le pouvoir le plus vite que possible. « Le CNRD a eu le courage, faire tomber un dic-

tateur suppose beaucoup de courage. Par ce qu'on prend des risques énormes. Ils ont eu ce courage. Je voudrais saluer lieutenant-colonel Mamdy Doumbouya pour son acte, et pour toutes les actions positives (...) en mettant fin à ce régime illégitime à cette période d'exception, nous avons dit, c'est un pas vers le retour à l'ordre constitutionnel. Il ne certes pas suffisant, mais en se référant au discours qu'il a tenu et aux actes qu'il a posé nous pensons que nous allons aller vers le retour à l'ordre constitutionnel. (...) Nous l'encourageons à aller dans ce sens et à résister aux pressions. Parce que ça ne manque jamais lorsqu'on a le pouvoir. Il faut que nous encourageons lieutenant-colonel Mamdy Doumbouya à résister. Lorsqu'on a le pouvoir en Guinée il y a toute sorte de sirènes. Et qu'il restitue au peuple la souveraineté de choisir ses dirigeants, au niveau local, législatif et l'exécutif. Qu'il fasse confiance à la maturité du peuple », a-t-il plaidé.

Pour finir, Cellou Dalein Diallo invite à ses militants à plus de responsabilité.

Amadou Tidiane Ndiré

Guinée

## Le CNRD réhabilite la HAC

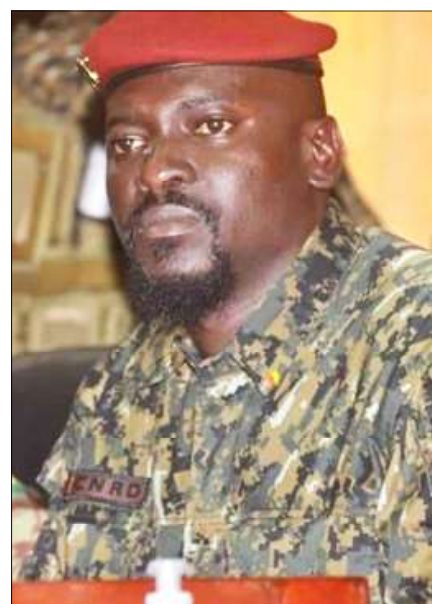
Suite à sa rencontre avec les responsables des associations de presse, hier lundi, le comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD), dirigé par le colonel Mamdi Doumbouya décide de la reprise des activités de la Haute autorité de la communication (HAC).

Dans le cadre de facilitation aux médias de bien travailler, le CNRD a décidé que « la haute autorité de communication de poursuivre ses activités.»

« La Haute autorité de la

communication est habilitée à poursuivre ses activités de régulation en veillant au respect par les organes de presse, des obligations prévues par les lois et règlements en matière de communication », a déclaré Lieutenant-colonel Aminata Diallo, membre du CNRD, le mardi 21 septembre 2021 à travers un communiqué lu à la télévision nationale.

Amadou Tidiane Diallo





Maison centrale ; coup d'Etat du 5 septembre ; ...

## Les « vérités » d'Abdoulaye Bah !

tant est incapable de satisfaire aux besoins de la population. Les gens attendent l'ouverture des élections pour qu'il décide librement celui qu'il choisit comme candidat. C'est ce qui s'est passé le 18 octobre. Donc, on a bénéficié d'une circonstance à cause de la mal gouvernance, à cause de ce qui est passé, Cellou a gagné haut la main les 53.80%. Donc nous, on était censé continuer à revendiquer de défendre cette victoire de la population. Pour nous intimider, on nous met au cachot.

Evidemment on m'a arrêté pour une situation. Je ressors, puisque je ne suis pas du tout lâche. Je continue à réclamer notre victoire. Voilà ce, pourquoi j'ai été mis en prison. Donc, j'ai écrit une lettre au ministre de la Justice, j'assume mes propos. Je suis très heureux qu'Alpha Condé soit parti sans effusion de sang parce que la Guinée avant tout, nous ne sommes pas des criminels. Nous sommes des intellectuels croyants qui, espèrent à la paix pour la Guinée. Et aujourd'hui c'est une nouvelle donne. Il faut faire avec mais en contribuant de façon efficace, honnête et sérieuse.

### Quel sort doit-on réserver à Alpha Condé ?

Pour ceux qui sont des observateurs honnêtes. La Guinée a été victime de l'oligarchie. L'oligarchie est un système politique certes composés des élites civiles, politiques. Des élites médiatiques, des élites économiques (hommes d'affaires dans le réseau économique), des élites sécuritaires et militaires intellectuelles (François Soudan par exemple). Ce congloméra, une association de malfaiteurs au plus haut niveau de l'Etat. Et qui font quoi ? Ils s'en partent de l'appareil d'Etat, ils maîtrisent les moyens financiers et économiques de l'Etat, ils utilisent la force brutale et non la force légale. Ils tétanisent la population et ils défendent leurs intérêts égoïstes personnels et individuels. C'est ce qui était en Guinée. Sinon, on est censé gouverner en travaillant. Cette oligarchie avait utilisé la force brutale pour pouvoir

faire paniquer les Guinéens afin qu'ils gardent le pouvoir ; c'est ce qui s'est écroulé parce que c'était illégal et illégitime et très fragile comme de la poussière dans un sac.

Lorsqu'un citoyen en qui le peuple a porté confiance et le hisse au plus haut niveau, trahisse la confiance populaire. Il mette en place autre que le régime pour lequel il est passé pour arriver aux affaires. Oligarchie qui parle de régime pas sérieux, il y a des conséquences : ce régime tue, le sang humain coule à cause de la violence inouïe qui est lancée dans ce pays. Dans le monde entier, au Chili, l'Argentine, le Brésil avant la démocratie, la Turquie avant la démocratie, Le Mali avant la démocratie, le Soudan avant la démocratie, le Niger avant la démocratie, la Guinée avant la démocratie, il y a une peur tétanisante qui est distillée dans la société. Si vous ne parlez pas en leur faveur, vous ne bougez pas, autrement on vous écrase.

Première conséquence : les crimes de sang, les crimes humains, le régime d'oligarchie est une dictature. Deuxième conséquence de la gouvernance : c'est les crimes économiques ; combien de milliards ou des millions ont été pompés dans ce pays ? Là aussi, ils sont libres de faire ce qu'ils veulent, beaucoup d'argent, beaucoup de minerais, beaucoup de conventions et beaucoup de ramifications internationales, donc des crimes économiques.

Troisième conséquence, c'est les crimes politiques : Nous avons un pays qui a opté pour multipartisme intégral c'est-à-dire les partis politiques sont légalement constitués et se lancent à la conquête du pouvoir en toute liberté sans contrainte. Lorsqu'il a été écarté au profit d'un autre régime, il y a sabotage. C'est ce qu'il a fait à la Guinée. Alpha Condé a écarté la démocratie au point qu'il a nommé après le 22 mars les députés que j'appelle des "dépités", ils ne sont pas des députés, ce sont des "dépités". Même eux, ils sont coupables de

haute trahison à la nation. On ne peut pas accompagner un homme comme ça qui vous partage des sièges à la l'Assemblée Nationale comme de petits pains dans une boulangerie. Alpha Condé a saboté le régime démocratique qui est un régime de paix, un régime de gouvernance qui change la vie des gens. On ne tue en démocratie, c'est la contradiction intellectuelle, verbale. Et le projet de société, c'est ce qui est l'arme en démocratie, la plume et le papier.

Lorsque l'élite militaire, patriote, constate ces faits comme l'a fait colonel Mamady Doumbouya à la RTG, lorsque cette élite est témoin de cet état de fait, elle prend ses responsabilités devant Dieu et le peuple. En science politique, la défense nationale est le dernier recours dans un pays. C'est pourquoi une armée n'est pas créée pour les beaux yeux de quelqu'un. C'est la dernière force qui châtie tou-

tes les menacent intérieure et extérieure. C'est légal ! C'est légitime ! Donc les conséquences sont judiciaires : dans ce cas-ci.

En général comme en Argentine, Chili, au Brésil, on met en place des juridictions spéciales. Un tribunal spécial ; je vous décris ce qui s'est passé ailleurs c'est pour l'histoire. Donc un tribunal spécial composé des hommes croyants de haut gabarit, de haute qualité pour pouvoir juger les responsables, commanditaires et exécutants de ces trois crimes contre la nation Guinéenne. Pour que l'histoire ne se répète plus : « la justice n'est pas la vengeance, la justice c'est pour corriger les torts causés à un moment donné dans l'histoire de la nation pour que les enfants, tes enfants, nos enfants tous ceux qui veulent goûter à la chose publique, qu'ils ne perdent pas la tête et le sang ne leur monte au cerveau et qu'ils mettent pied sur terre », Tho-

mas Hessential.

Et d'ailleurs nous-mêmes qui cherchons le pouvoir Abdoulaye Bah, Mamadou Sylla, Sidya Touré, Ousmane Kaba, Lansana Kouyaté et même mon patron Cellou Dalein Diallo, tous ceux qui veulent goûter à la chose publique, qu'ils ne perdent pas la tête, une fois au pouvoir qu'on ne change pas la constitution. Donc voici les conséquences d'un régime d'oligarchie qui commet ces trois types de crimes. Mais qu'on juge, on ne venge pas.

### Ça veut dire que vous êtes contre le principe de la libération d'Alpha Condé ?

Moi, Adoulaye Bah de Kindia, je pardonne Alpha Condé et à tous ceux qui l'ont aidé à me mettre en prison. Personnellement, moi je lui pardonne. Il ne sait pas ce qu'il a fait. L'ignorance l'a

(Suite à la page 6)

## Bah Oury sur la durée de la transition

### « Le délai de six mois, ce n'est pas réaliste »

Depuis la prise du pouvoir par le CNRD, le 5 septembre dernier, les acteurs politiques et sociaux ne cessent de se prononcer sur la durée de la transition en Guinée. La CEDEAO, elle, propose six mois pour pouvoir organiser les élections dans le pays.

Pour Bah Oury, président de l'UDRG ce délai est irréaliste. « Le délai de six mois ce n'est pas réaliste. Un délai de six mois ce serait même contre-productif pour aller dans le sens de la stabilité de notre pays parce que ce serait précipité la Guinée dans le gouffre. Et au lieu d'avoir la paix et une transition réussie on mettrait... au risque d'embraser toute la région. Ce qu'il faut aujourd'hui, il faut que les Chefs d'États agissent avec beaucoup de sérénité et sagesse pour considérer l'Etat guinéen comme une école

permettant d'engager une transition qui puisse être un modèle de réussite pour les autres pays parce que nous avons besoin d'une constitution revisitée et adoptée par voie référendaire, nous avons besoin de système électoral fiable... », a-t-il réagi, ce vendredi 17 septembre dans l'émission les « Grandes Gueules » d'Espace FM.

L'acteur politique pense ainsi que la Guinée a besoin, martèle-t-il, « d'un sursaut national de tous qui permet d'avoir une transition qui permettra de stabiliser et de mettre sur les rails un pays qui depuis 60 ans, est dans des troubles et problèmes... si on ne fait pas ça la Guinée sera perdante et tout le monde sera perdant. Il y a



nécessité de converger les efforts par rapport aux intérêts fondamentaux du pays. Aller vite aux élections, c'est dangereux pour nous. Avec cette transition il nous faut 30 mois au maximum (...), prévient le président de l'UDRG.

MS



Ismaël Condé

## « Personne n'a souhaité voir Alpha Condé dans cet état... »

**Le transfuse du RPG-arc-en-ciel récemment sorti de prison ne garde aucune haine contre son ancien parti. Ismaël Condé dit n'avoir jamais souhaité voir Alpha Condé dans la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui. Selon lui, aucun esprit de vengeance ne l'anime.**



Pour Ismaël Condé, le renversement du régime Condé le 5 septembre dernier n'était qu'un simple coup d'État. Il pense que cela résulte d'une trahison de la part d'Alpha Condé en vers ses parents qui ont tout perdu et le peuple de Guinée. « Mes parents ont tous perdu pour que le Pr Alpha Condé soit au pouvoir. À l'avènement d'Alpha Condé au pouvoir, on se disait que l'époque de sache aux sorcières est révolue à jamais. On disait que plus jamais le Guinéen n'allait se cacher pour défendre ses convictions politiques. On a été surpris de voir des Guinéens arbitrairement arrêtés à l'ère de quelqu'un qui s'est abattu 40 ans pour l'avènement de la démocratie dans notre pays. Personne n'a souhaité voir Alpha Condé dans cet état, même ses plus ennemis ont été touchés, par ces images dégradante, choquantes après son arrestation au palais Sékoutoureyah. Nous ne voulons plus revoir ses images. (...) Quand moi, j'ai choisi l'UFDG, je savais qu'il est en train de marcher dans

les traces du RPG que j'ai connu, un parti qui a souffert pour l'avènement de la démocratie », se rappelle Ismaël Condé.

A l'en croire, ce renversement du régime d'Alpha Condé fait suite à cette mas-

carade électorale orchestrée le 22 mars 2020 qui a permis au leader du RPG de se représenter à un troisième mandat. « L'armée a vu la victoire d'Alpha Condé au soir du 22 mars n'était qu'une tricherie. C'est pourquoi, l'armée a pris sa responsabilité. Quand nous parlons de la victoire de l'armée aujourd'hui, il ne faut pas oublier le sacrifice de l'UFDG et du FNDC. C'est l'ensemble de ces sacrifices-là qui ont été constitutifs à l'avènement du 5 septembre dernier. Ne l'oublions pas. Mais on ne peut pas se limiter à cela. Il est de notre devoir aujourd'hui de rassembler la Guinée. Ceux qui nous ont combattu hier, ceux qui étaient contre nous hier, aujourd'hui, il faut que tous ceux-là sachent que l'UFDG est une maison commune où chacun à sa place », a-t-il lancé.

Amadou Tidiane Ndiré

### Prise du pouvoir par le CNRD

## La CGCPI prend acte et fait des recommandations

La Coalition Guinéenne de la Cour Pénale Internationale (CGCPI) était devant la presse, le lundi 20 septembre, pour donner son point de vue sur le coup d'État opéré le 05 septembre 2021, par le CNRD dirigé par le Colonel Mamady Doumbouya.

Après avoir pris acte de ce coup d'État, la CGCPI par la voix de son président, Maître Hamidou Barry, exige que justice soit faite autour des crimes et délits commis par le régime Condé.

« La Coalition Guinéenne pour la Cour pénale Internationale, après avoir pris acte de la prise du pouvoir par le Comité National pour le Rassemblement et le Développement (CNRD), exige que la justice soit placée au cœur des priorités de la future équipe dirigeante afin de traduire tous les présumés auteurs des crimes et délits commis au préjudice du peuple de Guinée, ce devant les juridictions compétentes », a-t-il sollicité.

Par ailleurs, la CGCPI

lance un appel au Comité National pour le Rassemblement et le Développement afin d'assurer, insiste-t-elle, à la sécurité de l'ancien Président Alpha Condé en lui garantissant tous ses droits.

Cependant, elle s'oppose à une éventuelle sortie du pays, de l'ancien chef d'État guinéen Alpha Condé.

« Toutefois, la Coalition Guinéenne pour la Cour Pénale Internationale tient à ce qu'il ne lui soit pas permis de sortir du pays jusqu'à ce que

la justice guinéenne fasse la lumière sur tous les crimes et délits commis durant son régime », exigent les membres de la CGCPI, tout en précisant qu'ils sont prêts à accompagner, assurent-ils, les nouvelles autorités pour une transition réussie et apaisée en Guinée.

Marliatou Sall

L'indépendant  
L'information  
en toute  
indépendance

### Interpellation de Tibou Kamara

## Le CNRD justifie...

**On en sait un peu plus sur l'arrestation de l'ancien ministre d'Etat et porte-parole du gouvernement à sa résidence, la nuit dernière, à Camayenne dans la commune de Dixinn. Après avoir passé quelques heures au QG des Forces spéciales, Tibou Kamara a été libéré.**

A travers un communiqué, la junte militaire a dévoilé les raisons de l'interpellation de Tibou Kamara: « Suite à la rencontre entre le CNRD et les membres du gouvernement sortant, il leur a été signifié de s'abstenir de toute action et communication de nature à perturber la quiétude sociale et l'élan patriotique suscité par l'avènement du CNRD.

A cet effet, un engagement a été pris par l'ancien Premier ministre au nom de tous les membres de son gouvernement. C'est suite à la violation manifeste et répétée de cet engagement que l'ancien ministre Tibou Kamara a été interpellé. Entendu par les services compétents puis libéré ».



A en croire le CNRD au cours de l'interpellation de l'ancien ministre Conseiller spécial du président déchu Alpha Condé, « plusieurs objets en relation avec cette violation ont été saisis ».

Amadou



Maison centrale ; coup d'Etat du 5 septembre ; ...

## Les « vérités » d'Abdoulaye Bah !

poussée à me mettre en prison. Abdoulaye Bah a vécu 10 mois coupé de sa famille et de ses parents, de son travail et de sa liberté. Je lui pardonne.

Maintenant, on est quand même une nation, Abdoulaye Bah n'est pas la Guinée. Il y a des gens qui ont perdu la vie ici, et en prison il y en a (4) qui sont morts : Roger Bamba qui a laissé une veuve et deux enfants, il y a El hadj Sow, il y a petit Diallo, il y a Barry, nous on a eu de la chance.

**Quand dites-vous du comportement de la CEDEAO ?**

La CEDEAO et l'Union Africaine nous mettent mal à l'aise, parce que nous connaissons réellement les chartes qui sous-tendent leurs créations. On parle de communauté. La communauté a un destin. Il est interdit dans les chartes de la CEDEAO de s'éterniser au pouvoir, de modifier la constitution en vue d'un troisième mandat, pour un cinquième mandat ou un mandat à vie. Ils étaient où cette CEDEAO ? Cette union africaine ? Pendant qu'on violait nos filles à Wanindara, pendant qu'on abîmait les corps de nos frères à Wanindara, à Soronkoni, à Coyah ou à Nzérékoré ? Ils étaient où lorsqu'on tuait à bout portant des âmes Guinéens, des enfants à la fleur de l'âge ici à Conakry. Des centaines de morts, on a même tiré sur des dépouilles en décomposition. On a tiré sur la mosquée qui est un lieu sacré. On a éparpillé, dispersé des fidèles qui priaient. On a pourchassé des dépouilles jusqu'au cimetière qui est un lieu sacré. Même en temps de guerre, on ne touche pas les mosquées, les ambulances, les hôpitaux encore moins les cimetières. Elle était où ? Cette CEDEAO de communauté de destin lorsqu'on arrêtait les médias ici ou bien on arrêtait les politiciens. Je me pose des questions sur leur finalité. Ils ont trahi l'esprit qui soutenait la création de cette communauté.

L'union Africaine créée le 25 mai 1963 à Addis-Abeba, les Sékou Touré et tous ces

grands leaders et tant d'autres qui avaient un esprit de paix, d'harmonie, de fraternité, de sérieux. Ils ont violé ses principes. Ceux qui sont-là aujourd'hui, c'est des gens qui ont infiltré l'institution. Des gens qui ont été infiltrés par des présidents. On envoie des gens pour pouvoir saboter les dispositions historiques... Donc la CEDEAO et l'Union Africaine ne sont pas crédibles aux yeux des Guinéens. Et d'ailleurs au Mali, on les a pourchassés. En Guinée aussi cette affaire est guinéo-guinéenne. Nous n'avons aucune leçon à recevoir à des gens qui sont restés inertes, froid face à la mort de nos frères Guinéens et la violence contre nos femmes. Qu'on nous laisse pour que nous puissions tracer notre trajectoire.

Dès l'instant, ils ne viennent pas accompagner la vérité. Et la vérité, elle est au grand jour. La vérité est connue, ils n'ont qu'à rentrer et rester tranquille. Alpha doit rester pour répondre à ses actes, c'est le droit qui le dit. Il est juriste, il connaît ce qu'il fait. Alpha Condé, moi, je le pardonne. Mais est-ce que les Guinéens pardonnent ? Alors si vous voulez qu'on évite Alpha Condé à un procès, faites un sondage. Demandez aux Guinéens s'ils sont d'accord à ce qu'Alpha Condé quitte la Guinée.

**Que pensez-vous du refus d'Alpha Condé de signer la démission qu'on lui soumet pour marquer son retrait au pouvoir ?**

Je mets en doute cette situation, François Soudan est un nègre. C'est un écrivain acheté. Un nègre, ce n'est pas le noir comme vous et moi. C'est en péjoratif, c'est un intellectuel qui vend à vil prix son savoir, sa plume. François Soudan, c'est un nègre. Il écrit des choses dangereuses contre la nation. Il vend sa science, son intelligence aux plus offrants. Donc si c'est lui qui a publié cela, faisons attention. De toutes les façons, cette voix ne compte pas en Guinée. La Guinée n'est pas un Etat blanc, c'est un Etat Africain noir. François Soudan à travers votre micro, je demande qu'il rentre... en

France. Nous sommes Guinéens, nous sommes assez grands et assez mûrs pour réfléchir sur le destin de la Guinée. Qu'un petit nègre Français dans un journal corrompu ne vienne pas nous dicter des règles en Guinée où la confusion. La Guinée doit être respectée.

Alpha Condé n'était plus légalement et légitimement à Sékoutouréyah, par conséquent, sa chute n'a aucune conséquence sur le plan administratif. Nous avons là un individu qui a refusé de quitter le palais présidentiel, qui est resté par effraction. Vous voulez occuper mon appartement sans mon accord et qu'en vous mettant dehors je demande votre accord, votre signature ? Non ! Ça ne marche pas. Sekoutouréyah c'est l'appartement des Guinéens, nous y avons mis un locataire. Son mandat est fini, il doit simplement quitter. M. Dalein Diallo si Dieu lui donne sa miséricorde une fois là-bas qu'il respecte son serment. Le serment est sacré, hein !

Alpha Condé n'était plus président par conséquent on

ne peut pas le demander une signature parce qu'il n'était plus dans la posture d'un président. Il n'est pas IBK. IBK était un président dont le mandat était en cours, mais il était incapable. Il a été démis à cause de son incapacité, il risquait de créer une décadence au Mali. Alpha Condé n'était plus président et d'ailleurs tous les actes qu'il a posés depuis le 21 décembre son nul et sans effet en droit.

**Comment vous appréhendez la transition qui s'ouvre en Guinée, un mot sur le premier pas du CNRD ?**

Ce que je dis n'engage que moi. Je le dis en tant que citoyen Guinéen. En tant que politologue. J'ai qualifié le coup d'Etat, de coup de salut. Prenez votre micro, sortez, demandez les gens qu'est-ce qu'ils pensent du départ d'Alpha Condé et vous vous taisez. Il n'y a pas un baromètre plus qu'un micro ou une radio. Les Guinéens en avaient marre, tout le monde invoquait Dieu pour qu'il nous débarrasse du régime d'Alpha et ceux-

là qui aujourd'hui l'abandonne : Téliano, Makanéra Kaké et tant d'autres. Ils n'ont qu'à maintenant essayer de le défendre. Qu'ils viennent ici dire que oui, on avait raison de le défendre contre la Guinée pour le troisième mandat. Ils sont où ? C'est ça aussi le malheur des dictateurs.

Maintenant nous avons ici une élite militaire patriote qui a posé un coup de salut public et moral, il a campé sur le décor à la RTG. On le remercie, qu'il garde le sang-froid, qu'il garde le pied sur terre. Ils ont récupéré un peuple en débandade, un peuple misérable, un peuple désespéré, un peuple en détresse. Et moi personnellement je le remercie sincèrement de m'avoir fait libérer avec mes 78 codétenus. Qu'il continue à poser des actes, ils ont démantelé les PA. Chose dite, chose faite. Le bureau du président a été libéré, le siège du parti est libéré et puis les frontières vont être ouvertes très bientôt.

*Une synthèse d'Alpha Amadou Diallo*

### Makalé Camara prévient

## «Aujourd'hui nous sommes en train d'applaudir une nouvelle gouvernance...»



A l'occasion de la célébration de la journée internationale de la paix, ce mardi 21 septembre, le REPSFECO (Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO), à travers une conférence de presse, a procédé au lancement de la « campagne régionale des organisations féminines pour la paix au Sahel et en Guinée ».

Présente à cette conférence, Hadja Makalé Camara présidente du parti FAN (Front pour l'Alliance Nationale) s'est exprimée en long et en large sur la consolidation de la paix en Ré-

publique de Guinée.

Al'entame de ces propos, l'ancienne ministre des Affaires étrangères a tout d'abord souligné qu'en Guinée, les conflits arrivent à l'occasion des élections. « C'est quand ils ne sont pas, dit-elle, d'accord sur les résultats, qu'on descend dans les rues, qu'il y a des tueries et que nos enfants meurent dans les rues ».

Avant d'ajouter : « aujourd'hui, nous sommes face à un nouveau pouvoir, et c'est encore à cause des élections. Parce que, la

*(Suite à la page 8)*



## Transition en Guinée

## Ce que recommande le CCFFPPG



Le lundi 20 septembre 2021, le Cadre de Concertation des Filles et Femmes des Partis Politiques de Guinée (CCFFPPG) a rendu publique une déclaration sur la situation sociopolitique qui prévaut dans le pays, notamment le renversement du régime Alpha Condé par le CNRD, le 05 septembre dernier.

Le CCFFPPG prend acte et recommande le retour à l'ordre constitutionnel.

« Nous, filles et femmes des partis politiques, membres du CCFFPPG, condamnons toute forme de prise de pouvoir par la force, prenons acte de la nouvelle situation politique et recommandons vivement le retour à l'ordre constitutionnel et dans un temps opportun pour fonder une véritable démocratie ».

Par ailleurs, le CCFFPPG saisi l'occasion pour appeler le CNRD à veiller sur la parité entre homme et femme dans les instances de prise de décisions.

« Nous recommandons aux nouvelles autorités, la prise en compte de la parité entre l'homme et la femme

au sein des institutions de transitions et dans les nouvelles lois qui seront adoptées afin que la représentativité des femmes puissent être effective à travers la constitution et toutes les lois qui encadrent la participation politique en République de Guinée. Le CCFFPPG recommande au CNRD de consulter les femmes et les jeunes qui constituent une couche majoritaire de la population guinéenne », sollicitent-elles.

Poursuivant, ces femmes réaffirment leur attachement à : « la préservation de la paix, de l'unité nationale, à la sauvegarde de l'intégrité physique et morale du Président sortant, Alpha Condé, aux respect des libertés fondamentales, à l'Etat de droit, à la protection des personnes et de leurs biens et à la justice pour tous ».

Pour finir, le CCFFPPG invite tous les acteurs sociopolitiques à s'inscrire dans la définition et l'exécution du chantier de transition devant aboutir à un « Etat démocratique et une nation stable et prospère ».

Objectif224.com

## De retour en exil

## Les responsables du FNDC rendent hommage au peuple de Guinée

**Les responsables du FNDC qui étaient en exil depuis plusieurs mois ont regagné le bercail, le samedi 18 septembre 2021. Et c'est dans une ambiance festive qu'ils ont été accueillis à l'aéroport international de Gbessia. Ces activistes de la société civile ont tous remercié le peuple de Guinée d'avoir retrouvé leur famille respective.**

Pour Ibrahima Diallo, ce retour est un sentiment de joie de retrouver sa famille, ses camarades, et d'être sur la terre de ses ancêtres. Il a également remercié le peuple de Guinée et le courage des forces spéciales d'avoir renversé le pouvoir d'Alpha Condé. C'est pourquoi, le responsable des opérations du FNDC dit n'avoir jamais douté de gagner le combat contre le régime déchu. « Ce combat est gagné. C'est maintenant à notre tour de manager cette situation avec beaucoup de responsabilité, de maturité. Donc nous remercions nos camarades de la coordination nationale, notamment le camarade Foniké Mengué. Le FNDC est comme un état d'esprit, il sera là comme la sentinelle de la démocratie. Nous allons continuer ce combat pour ne pas qu'on retourne en arrière avec cette histoire de troisième mandat. Aujourd'hui nous avons retrouvé nos camarades, dans les prochaines heures nous allons nous retrouver pour voir comment articuler les prochaines activités pour que nous ne perdions pas cette chance qui s'offre à la Guinée », a-t-il dit.

Et de poursuivre ceci: « Nous voulons accompagner un processus de transition démocratique qui va aboutir à des élections crédibles et transparentes pour que la Guinée puisse tourner vers le développement. Le troisième mandat maintenant, nous voulons que ça soit derrière nous. Nous avons pris acte de la prise du pouvoir par l'armée, de la déclaration du Colonel



Doumbouya, nous pensons que nous n'avons pas à douter de leurs intentions. Nous allons accompagner cette transition démocratique jusqu'à aboutir un ordre normal », a rassuré le désormais ancien exilé.

Abordant dans le même sens, l'artiste Djani Alfa, a rendu hommage à Dieu et les personnes tombées pendant la lutte contre le troisième mandat. « La chose la plus importante que moi, j'avais envie de souligner aujourd'hui, ce que n'oublions pas que pour que nous nous soyons là aujourd'hui, il y a eu des per-

sonnes qui sont tombées, d'autres sont morts, certaines sont allées en prison même si certains ont été libérées, mais il y en qui sont encore détenus. Donc, nous avons pris acte des déclarations du CNRD et nous invitons tout le peuple de Guinée à comprendre que cette transition n'est pas que celle du CNRD, c'est la transition de tout le peuple de Guinée. Et cette transition doit être accès au tour de quatre choses essentielles qui sont : l'amour, le pardon, la justice et la solidarité », a-t-il conclu.

Amadou Tidiane Diallo



J'entends des enseignants déclarer qu'ils n'ont pour mission que d'instruire les enfants, que l'éducation de ceux-ci relève de leurs parents. J'admets pour ma part que si les parents sont tenus de jeter les bases de l'éducation, l'école ne saurait se dérober de sa mission éducatrice sans laquelle elle ne produirait que des robots, des êtres sans âme.

Walaoulou BILIVOGUI

L'indépendant

Votre journal  
de tous les jeudis



Abdoulaye Bah

## «Alpha Condé doit retourner à Coronthie...»

**A peine sorti de prison après le putsch du 5 septembre dernier, l'ancien président de la délégation spéciale de Kindia souhaite qu'Alpha Condé soit incarcéré à la maison centrale de Coronthie.**



Pour Abdoulaye Bah, lorsqu'un président devient "fou" avec son régime, il met en garde les trois institutions principales de son pays. « Premièrement, c'est s'il y a une Assemblée nationale, la représentation nationale, ce sont les députés qui rappellent à l'ordre lorsque le président est devenu fou, immaîtrisable. Vous avez aussi la justice parmi laquelle le président de la cour Constitutionnelle, s'il en est réellement conscient, il est président de la cour qui contrôle l'application de dispositions constitutionnelles. Mais en Guinée, on n'en a pas. On a des militants qui sortent des bois et qui sont assis sur des sièges aussi bien importants pour notre pays.

C'est malheureux. Enfin le procureur général. Lorsque des citoyens appelés à diriger légalement, dignement transforment ses positions en action criminelle, le procureur général s'il en

existe un, il doit prendre sa responsabilité devant la loi du peuple pour pouvoir rappeler à l'ordre le président fou. Voici le malheur de la Guinée. Il faut que ça cesse. Voici ce qu'Alpha Condé devait faire », regrette le désormais ancien prisonnier.

Par ailleurs, le proche du principal leader de l'UFDG a salué l'interdiction de l'ancien président de sortir du territoire national. Abdoulaye Bah souhaite que le patron du RPG arc-en-ciel subisse la rigueur de la loi. « Dieu merci, celui qui prenait les gens a été pris. Celui qui emprisonnait a été lui-même emprisonné. Donc Alpha Condé doit retourner à Coronthie. C'est un habitué des faits. C'est un rétracteur. C'est un perturbateur. Il doit retourner à Coronthie pour savoir que Coronthie est fait pour les perturbateurs comme lui, Alpha Condé », a-t-il suggéré.

Amadou

Durée de la transition en Guinée

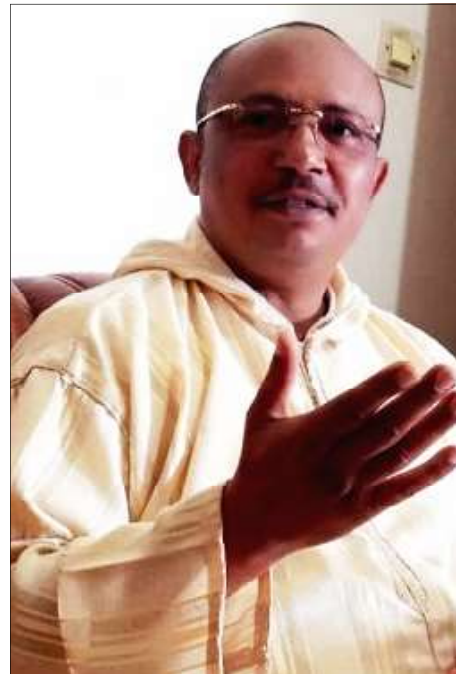
## « Je pense que deux ans c'est raisonnable »,

(Chérif Abdallah)

En marge d'une conférence de presse qu'il a animée le samedi, 18 septembre, le président du GOHA (Groupe Organisé des Hommes d'Affaires), Chérif Mohamed Abdallah Haidara dit être prêt à accompagner les nouvelles autorités afin de décoller ensemble, l'économie guinéenne.

« Je le dis et répète le coup d'Etat du colonel Mamady Doumbouya est salubre pour les opérateurs économiques. Nous allons les soutenir et travailler avec eux... Il faut qu'on se donne la main pour le décollage de la Guinée.

Je vais demander aux opérateurs économiques de faire des sacrifices pour accompagner les militaires pour une transition dans la paix et l'unité. Je vais inviter les opérateurs économiques de l'extérieur à travailler avec les nouvelles autorités », a-t-il promis, tout en demandant au CNRD d'ouvrir des audits.



« On va demander des audits. Il faut que ce pays soit audité à tous les niveaux parce qu'il y a trop de bandits. Si ce pays n'est pas audité, les mêmes bandits vont continuer à nous fatiguer. Parce que les centimes additionnels qui rentrent au niveau de la chambre du commerce, ce sont des milliards et milliards et des centaines de milliards. Des com-

merçants ont perdu des millions et milliards ici au lieu de les aider, on prend l'argent là pour construire des maisons de gauche à droite. On peut engager des procédures dans les tribunaux. Les commerçants ont été tellement victimes de saccages de leurs biens, de harcèlement, des concurrences déloyales », a-t-il sollicité.

Parlant de la durée de la transition en Guinée, le commerçant propose deux ans : « Pour la transition, je pense que deux ans c'est raisonnable, ce n'est pas trop. Deux ans, il se trouve qu'ils ont mis les choses sur les rails, ils ont travaillé sur une bonne constitution, les institutions,... tout cela, on va essayer de bien travailler sans se précipiter et puis organiser une élection crédible et transparente ».

MS

Makalé Camara prévient

## «Aujourd'hui nous sommes en train d'applaudir une nouvelle gouvernance...»

constitution a été tripatouillée, les élections sont réputées non crédibles et non transparentes; les gens sont frustrés, ils ne se retrouvent pas à leurs places... il faut que le Guinée se ressaisisse. Personne ne peut faire ce pays à notre place. »

Selon elle, cette journée du 21 septembre devrait être marquée par de grandes manifestations dans le pays, afin de permettre aux Guinéens « de se pardonner, de se donner la main, de se regarder en face et se dire si nous ne nous tolérons pas, si nous ne reculons pas sur

nos agissements, si nous ne changeons pas de comportement, ce pays ne changera jamais ».

Parlant de l'arrivée au pouvoir du CNRD, l'ancienne ministre a prévenu : « aujourd'hui nous sommes en train d'applaudir une nouvelle gouvernance, que personne ne dise demain, je n'étais pas d'accord... Nous avons inauguré, nous partons politiques cette reconnaissance, cette adhésion à cette nouvelle gouvernance. Tout simplement parce que le peuple résilie de Guinée, nous en avons marre... »

Pour terminer, la présidente du parti FAN a lancé ceci : « Nous l'élite, nous devons nous remettre en cause. Parce que c'est à l'élite que ce pays confie son destin... Mais ceux qui gèrent doivent savoir qu'ils sont les serviteurs du peuple. Tant qu'on n'est pas convaincu de cette idée que la gestion publique, n'est jamais la chose de personne ça serait difficile d'avancer. C'est pourquoi le peuple lui-même doit être le premier contrôleur de ce qui se passe dans ce pays. »

Mohamed Soumah



Un magistrat après  
la rencontre avec le CNRD

## «C'était un ministre, un directeur général ou un député, qui influençait certains magistrats»

Le CNRD a rencontré ce mardi les magistrats guinéens dans le cadre des concertations nationales entamées depuis plusieurs jours. Les magistrats ont exposé leurs difficultés et le CNRD a pris note et fait des promesses.



**Elhaj Alpha Saliou Barry, directeur national des Affaires civiles et du Sceaux au ministère de la Justice**

« Nous avons répondu à l'appel du CNRD. Parce que le CNRD a dit que la justice doit être la boussole qui va guider son action, nous avons été réconfortés. Et nous sommes venus dire au CNRD quels sont les défis auxquels nous sommes confrontés en termes d'indépendance, en termes d'intégrité, de moyens pour rendre une justice équitable, crédible et capable de sécuriser les justiciables et les investissements faits en République de Guinée.

Nous pensons avoir été compris à en croire l'allocution du président du CNRD, le colonel Mamady Doumbouya. Nous sortons d'ici très satisfaits et très confiants en nous-mêmes, parce qu'on nous a dit que nous ne devons plus avoir peur de quoi que ce soit. Il n'y aura plus de chasse aux sorcières, il n'y aura plus de peur et une autorité exécutive ne

va plus se mêler des décisions rendues par les cours et tribunaux. Nous leur avons dit également que la justice a rendu des décisions par centaines, et que ces dernières ne sont pas exécutées. Nous souhaitons que les décisions judiciaires rendues soient exécutées. Parce que la force de la justice résulte en l'application de ces décisions. Des décisions non appliquées ce n'est pas la peine de rendre la justice ».

**Josephine Loly Tinkiano, procureure au tribunal de première instance de Mafanco**

« La rencontre a été très fructueuse. Il était question de discuter des difficultés qui assaillent le milieu judiciaire. Chaque structure a essayé d'expliquer les difficultés que nous avons. Nous allons en faire un mémo qui sera soumis à l'appréciation du président de la République, président du CNRD. Je suis donc très satisfaite, par rapport à la façon dont il nous a reçus. Ces derniers temps on a effectivement remarqué que l'exécutif s'immiscitait

dans les affaires judiciaires. C'est une situation à laquelle il fallait y remédier. Il faut qu'on donne force à la justice pour que la justice soit indépendante et impartiale dans sa prise de décision ».

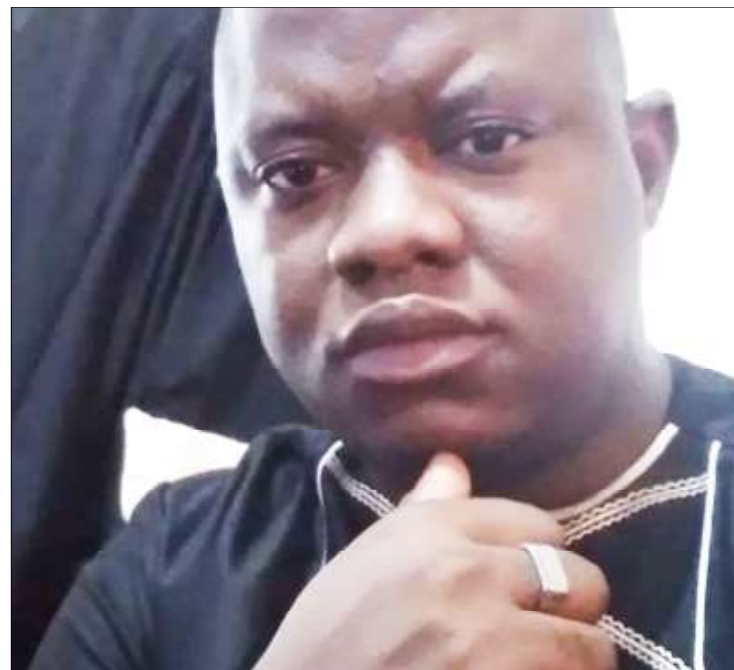
**Aly Touré, Procureur de la République près du tribunal de première instance Kankan**

« Le CNRD s'est engagé à ne plus accepter des interférences. Il a demandé aux magistrats d'être fermes et juste dans leur travail. Moi ce qui m'interpelle plus, c'est que quand quelqu'un vous dit que vous êtes la boussole qui va guider ses actions, ça vous interpelle en tant que magistrats de prendre vos responsabilités... Moi personnellement ça ne m'est pas arrivé. Mais d'autres magistrats s'en plaignaient. C'était un ministre, un directeur général ou un député, qui influençait certains magistrats. Nous, on s'est engagé à une prise de conscience collective. Quand la corruption gangrène la justice, rien ne peut marcher ».

[guinee7.com](http://guinee7.com)

Des magistrats  
s'autoflagellent  
devant le CNRD

## La déception d'un juge



Depuis la chute dimanche 5 septembre dernier du régime d'Alpha Condé, des cadres qui ont sucé l'ancien système jusqu'à la gare, pour reprendre une expression populaire, font dans le retournement spectaculaire de veste. Ce mardi, au palais du peuple, un spectacle désolant a eu lieu.

Des magistrats se sont autoflagellés, dénonçant « la pression de l'ancien système ». Ils reconnaissent sans gêne devant le président de la République Mamadi Doumbouya qu'ils n'avaient pas toute la liberté de dire le droit. Irresponsabilité, quand tu nous tiens ! Cet opportunisme d'un autre âge a choqué plus d'un.

Les plus avertis ont alerté le nouveau pouvoir de faire attention à ces cadres qui ne peuvent servir en dehors du pouvoir. Le juge Wright Charles Alhoussein du tribunal de Dubréka a dit toute sa désolation sur sa page Facebook. Lisez...

Admettre avoir subi la

pression de l'exécutif au point de reculer face à sa responsabilité professionnelle est un aveu la violation du serment du magistrat.

Par conséquent un tel magistrat ne mérite pas de rendre la justice au nom du peuple devant lequel il a prêté serment de n'être soumis qu'à la seule autorité de la loi. Dans le cas contraire, il orientera très mal la boussole de la justice vers une destination d'injustice institutionnelle. Après la transition, il sera capable de trouver d'autres justificatifs en soutenant que les autorités l'ont dérivé à nouveau face à sa responsabilité.

Il n'y a pas d'homme providentiel. Cependant, le magistrat doit être un sacrifice pour son peuple et non sacrifier son peuple.

Nul ne peut réussir seul, chacun doit se repentir selon le degré de sa faute tout en s'engageant au delà des mots, à ne pas abandonner son serment au prix de sa vie.

Lisez le journal  
numérique sur le site

**KèfinaFasso**  
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.



Elhadj Mamadou Bhoie,  
agent immobilier

## « On a fait comprendre au CNRD que ça ne va pas sur le plan immobilier »



Les consultations entre le Comité National pour le Rassemblement et le Développement (CNRD) et les différentes entités du pays se poursuivent au palais du peuple, à Conakry. Après les magistrats dans la matinée de ce mardi 21 septembre, Colonel Mamadi Doumbouya et ses hommes

ont reçu les agents immobiliers qui ont exposé leurs différentes préoccupations.

Au sortir de cette rencontre qui s'est tenue à huis-clos, Elhadj Mamadou Bhoie Bah, agent immobilier s'est exprimé en ces termes :

« On a fait comprendre au

CNRD que ça ne va pas sur le plan immobilier. L'habitat est en retard par rapport à la population. Donc ça n'évolue pas. Quand la population est à Coyah, l'habitat est à Dixinn, une commune de Conakry. Donc il y a d'énormes écarts qui ne permettent pas d'avancer. Le Ministère de l'Habitat était parfois géré par des pharmaciens et des médecins. Or, il n'y a pas de Biologie en matière de l'habitat. Donc, ça c'est un grand problème. Il faut qu'on révisé tout ça. Et le président a répondu qu'il a pris acte et qu'il veillera à ce que ça marche », dira-t-il

Mediaguinee.com

## Gouvernement de transition

## « Si les avocats sont sollicités, c'est sûr qu'ils iront » (Me Djibril Kouyaté)



Les concertations nationales se poursuivent en Guinée afin d'élaborer la charte de la transition. Elles devraient aussi aboutir à la mise en place d'un gouvernement devant conduire le pays à de nouvelles élections. Du côté du conseil de

l'ordre des avocats de Guinée, la question d'une participation au sein de la future équipe gouvernementale n'a pas été posée. Mais le bâtonnier ne trouve aucun inconvénient si les hommes en robe noire sont sollicités par les nouvelles autorités gui-

néennes. C'est ce qu'il a confié à mosaiqueguinee.com dans une interview exclusive.

« Comme ce sont des citoyens en tant que citoyens si les avocats sont sollicités, c'est sûr qu'ils iront se mettre au service du pays. Je souhaite que tout marche bien et que cette transition permette la mise sur pied du pays, de façon normale, je rêve à une démocratie même si elle n'est pas parfaite, une démocratie qui sera acceptée de tous, une démocratie apaisée », a fait savoir Me Djibril Kouyaté.

Le barreau de Guinée déposera dans les prochains jours un memorandum dans lequel il propose une refondation totale du système judiciaire guinéen.

Mosaiqueguinee.com

Renouvellement de  
la classe politique

## « Si le critère, c'est l'âge, on n'est pas sorti des problèmes »

(Mamadou Baadiko)



lui qui sait plus faire les couloirs et faire jouer les influences des personnes, qui va triompher », a martelé le président de l'UFD.

Poursuivant, Mamadou Baadiko Bah dira qu'il faut mettre de véritables critères objectifs pour qu'on sache ce que chacun peut faire, de quoi il vit, quels sont les états des services, tout en titillant l'ex-président Alpha Condé.

« Il faut mettre de véritables critères objectifs, pour qu'on sache d'abord ce que chacun peut faire en dehors des bavarda-

Invité ce mardi 21 septembre 2021 dans l'émission « Mirador » de FIM FM, Mamadou Baadiko Bah, président de l'UFD, s'est exprimé sur plusieurs sujets d'intérêt national, dont le renouvellement de la classe politique suggéré par le cardinal Robert Sarah au CNRD.

Pour le désormais ex-député de la 9<sup>ème</sup> législature, le poids politique en Guinée n'est pas une question d'âge. Il ajoute que la nouvelle classe politique est fabriquée par le système des corrompus.

« Chacun prend la responsabilité de ses paroles. Le poids politique, ce n'est pas un problème d'âge. Je dis que si le critère, c'est l'âge, on n'est pas sorti des problèmes, parce que la nouvelle classe politique a été fabriquée par le système corrompu prédateur que nous avons connu depuis 1958. Donc dire qu'il faut nettoyer ça et sortir du néant des hommes neufs ou des femmes neuves, ce n'est pas juste, puisqu'il faut partir des principes. Nous connaissons l'arène politique, où c'est le plus grand hurleur, le plus grand insulteur public, celui qui a le plus d'entregent, ce-

ges dans les réseaux sociaux. Quels sont les états des services? Il fait la politique très bien mais il vit de quoi. On ne va pas revenir sur l'ex-président Alpha Condé. Mais ce monsieur, en dehors de 2 ans où il a été assistant d'un professeur de droit à l'université, je ne l'ai jamais entendu dire je vais au travail. Quelqu'un qui n'a jamais édifié un mur. Alpha Condé était un démarcheur. Il faut dire les mots comme il faut. Et un démarcheur est un travailleur libre. Je vous dis qu'il a été expulsé du Cameroun ... parce que qu'il était soupçonné de pratiques de corruption. Je dis qu'il n'a jamais travaillé après les 2 ans. Et il n'y a qu'en Guinée qu'on peut avoir un président comme ça. Seuls l'ethnocentrisme ambiant et la corruption ambiante qui peuvent permettre à des éléments comme ça d'accéder à la magistrature suprême », a-t-il ajouté.

Comme on le voit donc, si certains aspirent au renouvellement de la classe politique, d'autres par contre pensent d'abord au gouvernement de Mamady Doumbouya, président du CNRD, et à la durée de la transition.

Christine Finda Kamano



## Concertations nationales

## Les professionnels de santé ont exprimé leurs préoccupations



Au cours de la rencontre des ordres professionnels et le CNRD ce mardi 21 septembre au palais du peuple, les acteurs du secteur de la santé n'ont pas manqué de mettre à la disposition de la junte, les problèmes qui sont les leurs.

Parmi les difficultés mises à la disposition du colonel Doumbouya et ses hommes, figure le rajeunissement du

secteur. Egalement, selon Dr Abdoulaye Kaba, coordinateur de la CONAPROS, les acteurs ont aussi demandé à ce que les nouvelles autorités mettent un accent particulier et de manière urgente, sur la riposte contre le Covid-19.

« Nous lui avons dit que notre système de santé est actuellement dans un état un peu difficile. Cela est dû au

fait que le système n'est pas rajeuni. Nous avons donc fait comprendre aux nouvelles autorités que l'impérative s'impose pour rajeunir le système de santé et l'assainir. Et pour l'assainissement du secteur de la santé, il y a des préalables. Il faut d'abord mettre sur place tous les ordres socioprofessionnels et les activer. En dehors de cela, nous avons fait comprendre aux nouvelles autorités les préoccupations qui sont celles du secteur de la santé. L'une de celles-ci c'est l'identification des professionnels de la santé et la création de certains ordres. Nous avons aussi interpellé les nouvelles autorités par rapport à l'actualité du moment, c'est-à-dire le Covid-19. (...) Il faut impérativement que les nouvelles autorités puissent mettre un accent particulier sur la riposte contre le Coronavirus », a-t-il confié.

Mohamed Nana & Alhassane Fofana

## Gouvernement de transition

## « Nous sommes pour une équipe restreinte composée de... » ( Dr Faya)



Deux semaines après la chute de l'ancien gouvernement guinéen composé d'une trentaine de ministres, tous les regards sont désormais tournés vers la junte au pouvoir, pour la formation d'une nouvelle équipe gouvernementale. Dénonçant le nombre élevé de départements pendant le règne d'Alpha Condé, Dr Faya Millimouno, estime que la Guinée n'a pas besoin d'un gouvernement pléthorique, mais plutôt restreint avec une vision claire, regroupant des cadres efficaces et vertueux pour la bonne marche de cette transition. « Nous sommes pour un gouvernement très restreint. Parce que, nous pensons qu'un gouvernement c'est d'abord un mal quoi qu'il soit nécessaire. (...) Plus le gouvernement est grand, plus le poids devient lourd sur le contribuable. Le gouvernement qui sera formé, nous nous pensons qu'au lieu de parler de gouvernement d'union nationale, on doit parler d'un gouvernement de mission, d'une équipe restreinte composée d'homme et de femme compétents et intègres », a-t-il dit au micro [demosaiqueguinee.com](http://demosaiqueguinee.com) ce mardi 21 septembre 2021.

Mama Adama Sylla

## Tribune

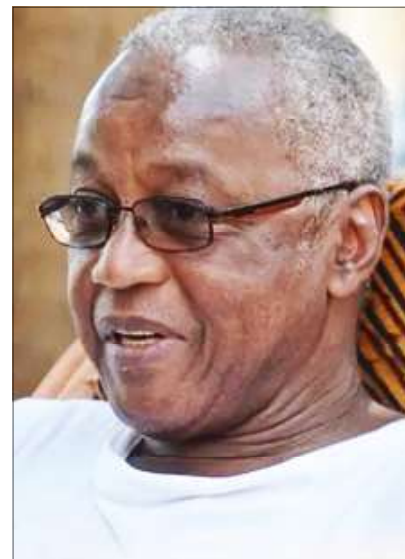
## Transition en Guinée

## La position et les propositions de Bailo Telivel Diallo

Les événements du 5 Septembre offrent, encore une fois, l'occasion et l'opportunité pour le Peuple de Guinée de qualifier sa marche pour plus d'émancipation collective et individuelle, plus d'égalité dans la liberté, plus de justice et de solidarité, et plus de progrès économique et social.

Les forces objectivement porteuses de ce progrès ne doivent pas se laisser distraire par des questions qui, si importantes soient-elles pour la suite, doivent d'abord être considérées comme des effets directs ou collatéraux de réponses à une question plus fondamentale encore. Cette question fondamentale, c'est-à-dire la plus importante et la plus décisive dans la situation actuelle de notre pays est celle de l'État. Quel État voulons-nous et pouvons-nous réellement et objectivement mettre en place ? Autrement dit quel État pour nous doter des capacités institutionnelles nous permettant d'avancer dans l'unité, la justice sociale, la paix et la solidarité ?

A première vue, tout le monde s'accorde sur un certain nombre de principes et mots-clés pour bâtir la vision commune de la Guinée : État démocratique, État de droit, justice indépendante, élections libres, équitables et transparentes, alternance. Cependant, cette unanimité commence à s'effriter dès qu'il s'agit de donner un contenu plus concret à ces mots-clés et, surtout, comment mettre en place et faire fonctionner les institutions chargées de les opérationnaliser. Une écoute attentive des diverses réponses proposées débouche presque inévitablement au recours, en dernière instance, au leader clairvoyant, à l'homme qu'il faut, au nécessaire renouvellement de la classe politique et/ou son rajeunissement



etc..., Ce qui n'est qu'une autre façon d'exprimer le besoin, inconscient ou non, du leader charismatique et providentiel, et, par conséquent, préparer le chemin pour le pouvoir personnalisé ce qui, dans l'état et le niveau actuel de notre société, ouvre la voie à l'instauration progressive d'une dictature, dure ou douce, fermée ou éclairée.

En même temps, de nombreux leaders, politiciens et politologues reprennent à l'envie le précepte de Obama : l'Afrique n'a pas besoin d'hommes charismatiques, l'Afrique a besoin d'institutions fortes. Les questions conséquentes sont les suivantes : qu'est-ce qui caractérise une institution forte ? Comment et qui va mettre en place ces institutions fortes ? Là également les réponses proposées ne semblent pas suffisamment développées et consistent trop souvent à s'appuyer sur des exemples d'autres pays pour en copier plus ou moins les approches, voire les institutions, en ignorant peu ou prou les réalités et l'histoire spécifique qui leur a donné naissance.

Pour ma part, je soumetts ici en débats cinq (5) propositions que je considère comme étant essentielles pour la construction d'institutions fortes et, par consé

(Suite à la page 14)



Opinion

# L'Afrique doit-elle rester pauvre pour que la planète respire ?

**Exiger des Africains, comme le font certaines ONG intégristes, qu'ils ralentissent leur développement pour freiner la dégradation de l'environnement et les émissions de gaz à effet de serre serait profondément immoral.**

Le dernier rapport des climatologues du GIEC nous est tombé dessus le 9 août, comme une pluie d'orage sur le mont Cameroun. Le scénario qu'il nous décrit pour le demi-siècle à venir – celui que vivront nos enfants – ressemble à un voyage sans retour vers ce que le *Financial Times* appelle « l'enfer sur terre », celui d'une planète en surchauffe ravagée par les catastrophes dues à une température globale la plus élevée depuis 125 000 ans et à une hausse du niveau des mers la plus rapide depuis 10 000 ans.

## Code rouge pour l'humanité

Antonio Guterres parle d'un « Code rouge pour l'humanité » et John Kerry, le « Monsieur Climat » de Joe Biden, d'un « multiplicateur de menaces sans précédent ». Il ne s'agit plus de savoir si le pire est à venir, mais d'imaginer comment y survivre. Tel sera le défi unique auquel aura à répondre la COP26 de Glasgow, en novembre prochain, la plus cruciale sans doute de toutes les COP.

Et l'Afrique dans tout cela ? Les projections du rapport Giec ne l'épargnent pas. Épisodes de chaleur et de sécheresse extrêmes au Maghreb, en Afrique australe, au Sahel et le long de la bande atlantique allant de Dakar à Abidjan. Érosions côtières ravageuses d'Accra à Luanda. Raréfaction des pluies sur le plateau Abyssin et trombes d'eau sur le Bassin du Congo. Incendies de forêt, inondations, affrontements meurtriers entre éleveurs et agriculteurs pour l'usage des terres, insécurité alimentaire, exode rural.

Dans cet avenir proche et chaotique, seuls les groupes terroristes qui recrutent sur le terreau des cataclysmes risquent de trouver leur compte.

Dans cet avenir proche et chaotique, seuls les groupes terroristes qui re-



crutent sur le terreau des cataclysmes risquent de trouver leur compte. Démunis face aux énormes dépenses nécessaires à l'adaptation climatique et à la prévention des catastrophes naturelles, exactement comme ils le sont face à la pandémie de Covid-19, les gouvernements africains préfèrent pour la plupart regarder ailleurs. Quand le sentiment d'impuissance se conjugue avec l'urgence de trouver les fonds nécessaires pour payer chaque fin de mois les fonctionnaires et les retraités, le souci des générations futures n'est pas la priorité.

## Économie verte

Ceci expliquant sans doute cela, si le rapport du Giec a fait la une de la quasi-totalité des médias occidentaux, il n'a rencontré qu'un faible écho officiel sur le continent, particulièrement en Afrique francophone. Il est vrai que, trop souvent, l'environnement y est considéré comme un sujet mineur, juste bon à faire du « greenwashing » et ceux qui le défendent comme des trublions, voire de dangereux gêneurs lorsqu'ils mettent leur nez dans les affaires des miniers, des pétroliers ou des professionnels de la surpêche.

Rares aussi sont les chefs d'État qui ont compris que l'économie verte est la « success story » de la décennie en cours, comme le démontre l'étonnante réus-

site des obligations de croissance durable lancées par le Bénin à la mi-juillet et triplement souscrites depuis. Pourtant, ONG et société civile se mobilisent de plus en plus autour de la cause. Le baobab de la musique sénégalaise Omar Pène vient de sortir « Climat », un album consacré à la crise écologique déjà chantée sur un mode militant par Youssou N'Dour, Angélique Kidjo, Tiken Jay Fakoly et quelques autres stars d'Afrique de l'Ouest.

Le Bassin du Congo est le plus grand capteur net de CO<sub>2</sub> du monde. Il serait temps que le monde sache que cet inestimable service doit se payer

La jeunesse urbaine est de plus en plus consciente du stress climatique multiforme causé par le réchauffement et ne serait-ce qu'intuitivement, le paysan de Casamance, de l'Adamaoua ou du Katanga est capable de reconstituer la chaîne qui mène de l'émission de gaz à effet de serre à la qualité de sa récolte.

L'Afrique est également – et de plus en plus – consciente de l'injustice qu'elle subit. Voici un continent responsable de 2 % à 3 % des émissions globales de gaz, mais qui reçoit de plein fouet le choc induit du réchauffement climatique. Voici un continent qui recèle en son sein le plus grand absorbeur net de CO<sub>2</sub> du monde, le Bassin du Congo, dont la zone de tourbières à cheval entre les deux Congos cap-

ture à elle seule l'équivalent de vingt années d'émission de dioxyde de carbone des États-Unis et qui pour cet inestimable service écosystémique ne reçoit rien (ou presque) en échange.

« Pourquoi vous payer pour ce qui n'est qu'un processus naturel ? », se voient encore parfois rétorquer les ministres de l'Environnement des trois principaux pays concernés – RD Congo, Congo et Gabon – dans les couloirs des grandes conférences internationales. C'est feindre d'oublier que la conservation, justement, n'est pas un processus naturel mais le fruit d'une vision.

## Choix politique

Si l'Afrique centrale, contrairement à l'Afrique de l'Ouest, où ils ont quasiment disparu au profit des cultures de rente, a su protéger ses espaces forestiers, c'est aussi parce que les dirigeants – surtout ceux de Brazzaville et de Libreville – ont fait un choix politique en ce sens. Il est donc pour le moins affligeant de constater que sur le peu de ressources financières débloquées par les pays riches depuis l'Accord de Paris de 2015, l'essentiel est allé aux cancre de l'environnement afin de les aider à reboiser (Brésil, Indonésie), au détriment des bons élèves qui à juste titre exigent d'être payés pour le gaz qu'ils capturent.

Avec le marché totalement dérégulé du crédit carbone – sorte de jackpot sauvage dont le continent ne reçoit que des miettes – et l'ébauche de

Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel, le Fonds Bleu pour le Bassin du Congo, fort de ses quelque trois cents projets de financement répartis dans dix-sept pays, désormais opérationnel et en attente d'abondement, sera l'un des enjeux africains majeurs de la COP 26 de Glasgow.

Reste à résoudre une question de fond : s'il est acquis que l'industrialisation, source de croissance, est intimement couplée à la dégradation de l'environnement et à l'émission de gaz à effet de serre et que l'Afrique a un besoin vital d'y accéder pour améliorer le niveau de vie de ses populations, que faut-il faire pour résoudre ce dilemme ? Exiger des Africains, comme le font certaines ONG intégristes, qu'ils ralentissent leur développement, juste pour aider le monde à respirer ? Ce serait profondément immoral.

## « Leapfrogging »

Les pays riches le sont devenus précisément parce qu'ils sont passés par une phase d'industrialisation, avant de se rendre compte qu'ils menaient la planète à la catastrophe climatique. Se passer des énergies fossiles et avoir recours aux énergies propres, telles que le solaire et l'éolien ? Envisageable, sauf qu'un tel « leapfrogging » demande du temps, beaucoup d'argent et que l'Afrique ne dispose ni de l'un ni de l'autre.

Une chose est sûre : si les gros pollueurs – Chine, États-Unis, Europe, Russie, Australie... – espèrent que l'Afrique accepte de rester pauvre pour le bien du reste de l'humanité, ils risquent fort d'être déçus. D'une manière ou d'une autre, à moins d'attendre que le prochain rapport du Giec se borne à constater que le globe terrestre est devenu invivable, ils devront payer. Bien au-delà des 100 milliards de dollars annuels promis depuis 2009 pour dédommager les pays victimes de leur propre irresponsabilité. Et jamais versés depuis.

Par François Soudan  
Directeur de la rédaction de Jeune Afrique.



## Santé... Santé... Santé...

# Cancer de la prostate : diagnostic, symptômes, traitements

**Fréquent, le cancer de la prostate est généralement asymptomatique. Le point sur le dépistage, les traitements et les facteurs de risque avec un spécialiste**

Première chose à savoir : le cancer de la prostate n'est pas rare. En France, environ 50 000 nouveaux cas sont diagnostiqués chaque année, et ce cancer exclusivement masculin est responsable d'environ 9000 décès par an : il s'agit à la fois du cancer masculin le plus fréquent, mais aussi du cancer le plus courant dans la population générale.

**La prostate, c'est quoi exactement ?** Chez l'homme uniquement, la prostate est une petite glande située sous la vessie - elle a la forme et la taille d'une châtaigne. Traversée par le canal de l'urètre (qui transporte l'urine), la prostate fabrique le liquide séminal. Lorsque les spermatozoïdes - fabriqués par les testicules - sont amenés jusqu'à la prostate, ils sont mélangés avec ce liquide qui compose 95 % du sperme.

**Cancer de la prostate : de quoi s'agit-il exactement ?**

Dans 90 % des cas, le cancer de la prostate correspond à une dégénérescence des cellules épithéliales, les cellules qui constituent le «tissu de revêtement» de la prostate. On parle d'adénocarcinome.

En l'absence de prise en charge, l'adénocarcinome (c'est-à-dire : la tumeur), initialement limité à la prostate, peut grossir et s'étendre au-delà de la glande. Puis, avec le temps, des cellules cancéreuses peuvent se détacher de la tumeur et emprunter les vaisseaux sanguins ou les vaisseaux lymphatiques pour aller envahir d'autres parties du corps (ganglions lymphatiques situés à proximité de la prostate, os, foie, poumons...) : les nouvelles tumeurs qui se forment sont alors appelées «métastases». Le cancer de la prostate est alors qualifié de «métastatique».

«On distingue ainsi le cancer de la prostate localisé (limité à la glande ou à son entourage) du cancer de la prostate généralisé (donc



métastatique)» précise le Dr. Idir Ouzaid, chirurgien urologue.

**Cancer de la prostate : quels sont les facteurs de risque ?**

Le cancer de la prostate est exceptionnel chez l'homme âgé de moins de 45 ans. Un diagnostic de cancer de la prostate sur 5 est posé entre 70 et 74 ans. Avoir des **origines afro-antillaises** constitue un facteur de risque connu.

Idem en ce qui concerne les **antécédents familiaux** de cancer de la prostate : les spécialistes considèrent que 5 % à 10 % des cas de cancers de la prostate diagnostiqués en France sont d'origine héréditaire.

**Attention** : des antécédents familiaux de cancer du sein ou de l'utérus constituent également un facteur de risque pour le cancer de la prostate, car ils découlent de mutations génétiques identiques - et surtout s'il s'agit d'un parent au 1er degré (mère, sœur...).

Plusieurs études scientifiques ont établi qu'une **consommation excessive de graisses animales** (de viande rouge, en particulier) serait susceptible d'augmenter l'incidence de la maladie. Même chose en cas d'alimentation pauvre en fruits et en légumes mais riche en graisses.

Enfin, certains études

scientifiques affirment que l'**exposition à certaines substances polluantes** pourrait exposer les hommes à un sur-risque de cancer de la prostate : pesticides (chlordécone), cadmium, hydrocarbures polycycliques aromatiques...

**Cancer de la prostate : quels sont les symptômes ?**

Dans l'immense majorité des cas, le cancer de la prostate est **asymptomatique**. Il est habituellement découvert de manière fortuite à l'occasion d'un examen médical (prise de sang ou toucher rectal).

Plus rarement, lorsque le cancer de la prostate est évolué, il peut être responsable de symptômes : des difficultés à uriner (sensation d'obstruction ou d'irritation), des douleurs osseuses (révélatrices de métastases osseuses), des douleurs dans le bas du dos, la présence de sang dans les urines (hématurie)...

**Cancer de la prostate : comment est posé le diagnostic ?**

Il n'existe pas de dépistage organisé du cancer de la prostate comme pour le cancer du sein. Toutefois, à partir de l'âge de 50 ans (45 ans pour les hommes ayant des origines afro-antillaises), l'Association Française d'Urologie (AFU) recommande un toucher rectal et une prise de sang par an.

**Le toucher rectal** est un examen clinique qui se déroule sans anesthésie au cabinet du médecin spécialiste (urologue) ou généraliste. Il consiste, pour le médecin, à venir palper la prostate avec le doigt à travers la paroi du rectum. Il permet de repérer une grosseur suspecte (un nodule) et/ou une anomalie de consistance et/

ou de texture de la prostate.

**La prise de sang.** Pour repérer un éventuel cancer de la prostate, une prise de sang est réalisée afin de doser le taux sanguin de PSA. Le PSA (pour «Antigène Spécifique de la Prostate») est une substance secrétée par la glande : lorsque son taux sanguin (exprimé en nanogrammes par millilitre de sang : ng/mL) augmente de façon anormale, il peut être question d'une maladie de la prostate - cancer, hypertrophie bénigne, pathologie inflammatoire...

**Cancer de la prostate : pourquoi se faire dépister chaque année à partir de 50 ans ?** «Lorsque le cancer de la prostate est pris en charge suffisamment tôt, il est possible de parler de guérison : ainsi, 80 % des patients traités de façon précoce guérissent définitivement de leur cancer» explique le Dr. Idir Ouzaid. «Or, le cancer de la prostate n'entraîne généralement aucun symptôme : un check-up régulier (une fois par an à partir de 50 ans) est donc vivement recommandé pour éviter le développement d'un cancer potentiellement incurable.» 30 % des patients souffrant d'un cancer de la prostate métastatique décèdent 4 à 5 ans après le diagnostic...

**À savoir.** Outre le toucher rectal et la prise de sang, en cas de suspicion de cancer de la prostate, le diagnostic sera posé à l'aide d'une biopsie de la prostate. Il s'agit d'un prélèvement de tissu (réalisé sous échographie et sous anesthésie locale) qui ne nécessite pas d'hospitalisation et qui est souvent fait au cabinet du médecin urologue.

**Cancer de la prostate : quels sont les traitements ?**

La prise en charge du cancer de la prostate dépend bien sûr du stade de l'évolution de la maladie.

• **Si la maladie est localisée**, c'est-à-dire que le cancer ne s'étend qu'à la

prostate, une chirurgie peut être proposée au patient : «on enlève la prostate et parfois les ganglions adjacents, précise le Dr. Ouzaid.

On peut tout à fait vivre sans prostate : suite à la chirurgie, il peut y avoir des troubles de l'érection ou de l'incontinence urinaire, mais ce sont des complications que l'on sait prendre en charge.» Cette intervention chirurgicale se déroule sous anesthésie générale : «le patient passe 1 ou 2 jours à l'hôpital. Certains hôpitaux proposent même une chirurgie en ambulatoire, c'est-à-dire sans nuit à l'hôpital.» Possible aussi, en cas de maladie très localisée, de proposer une radiothérapie seule ou une simple surveillance active : «on observe l'évolution de la maladie, parce qu'il n'est pas forcément nécessaire de l'éliminer».

• **Si la maladie est localement avancée**, c'est-à-dire que le cancer s'étend au-delà de la prostate, la chirurgie n'est plus indiquée. «On proposera un traitement à base de radiothérapie et d'hormonothérapie» précise le spécialiste.

• **Si la maladie est généralisée** (cancer de la prostate métastatique), un traitement systémique est mis en place, avec de la chimiothérapie et de l'hormonothérapie.

**À savoir.** «S'il est pris en charge suffisamment tôt, le cancer de la prostate est de bon pronostic, avec un taux de survie à 5 ans supérieur à 80 %» affirme le chirurgien urologue. D'où l'intérêt d'aller régulièrement se faire dépister !

Merci au Dr. Idir Ouzaid, chirurgien urologue à la Clinique Urologique de l'Hôpital Bichat - Claude Bernard et membre du collège de médecins du site PuMS.

Sources :

• Institut National du Cancer

• Fondation Arc pour la recherche sur le cancer

• Association Française d'Urologie (AFU)



Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service  
des peuples  
et des nations

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDES NATIONAL CHARGE DE LA COLLECTE DES DONNEES DES INDICATEURS DU PORTEFEUILLE DU CPD 2018-2022 DU PNUD GUINEE**

**Le PNUD/ GUINEE recherche « un Bureau d'Etudes National chargé de la collecte des données des indicateurs du portefeuille du CPD 2018-2022 du PNUD Guinée »**

Les bureaux d'études intéressés sont priés de consulter la version intégrale des termes de référence à travers le lien :

[https://procurement-notice.undp.org/view\\_notice.cfm?notice\\_id=83508](https://procurement-notice.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=83508)

Les dossiers de candidatures doivent être envoyés uniquement par **e-mail à l'adresse : [offres.gn@undp.org](mailto:offres.gn@undp.org)**

**Date limite de dépôt des dossiers : 06 Octobre 2021**

## Tribune

### Transition en Guinée

# La position et les propositions de Bailo Telivel Diallo

quent, d'un État plus démocratique, participatif et inclusif.

#### 1ere proposition

Ma première proposition est que, au niveau de l'Assemblée Nationale, il faut sortir de la dictature des partis politiques (ce qu'un jeune a qualifié de partitocratie). Autrement dit il nous faut déposséder les partis politiques du monopole de la légitimité et de la représentativité dans l'Assemblée Nationale, système qui a pour effet la surpolitisation de l'administration, des politiques publiques et de la gestion des ressources humaines. Au contraire, en plus des partis politiques, il faut que soient admises à l'Assemblée, selon des modalités qui doivent être rigoureusement définies et opérationnalisées, d'autres organisations aussi représentatives du corps social que les partis, comme

les syndicats, les organisations nationales des femmes, les organisations des jeunes, le patronat, les organisations paysannes et les « guinéens de l'extérieur ». C'est à travers la participation de ces organisations dans les débats et la prise de décision dans l'appareil législatif que nous pourrions commencer à parler de démocratie inclusive et participative. Cette proposition n'est point aussi saugrenue qu'elle pourrait paraître, puisque nous y recourons, avec le modèle des CNT, à toutes les fois où notre pays est confronté à une crise majeure dont la solution ne peut venir que du dialogue et de la concertation constructive de l'ensemble des forces vives du pays.

(A suivre)

Bailo Telivel Diallo  
Ancien Ministre

Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service  
des peuples  
et des nations

## Le PNUD/ GUINEE recrute :

« Un Cabinet ou Groupe de Consultants pour la mise en place d'un système d'information (SI) pour l'amélioration des investissements privés et le suivi des investissements directs étrangers en Guinée » ou suivant la référence : **UNDP/RFP/151959/2021**.

#### Qualifications requises du Cabinet ou Groupe de Consultants :

Le présent appel d'offres est ouvert au Cabinet ou Groupe de Consultants national(es) et/ou international(es) habilités à travailler en Guinée), disposant d'une expérience dans le domaine sus cités.

Le PNUD s'adresse aux Cabinets ou Groupes de Consultants les plus pertinents ayant une grande expertise dans le domaine recherché.

La sélection du Cabinet ou Groupe de Consultants se fera en fonction de la qualité et la pertinence des services proposés, sur une durée accordée avec le PNUD, et selon le rapport qualité-prix de son/leurs offre(s).

En termes de statut juridique, sera éligible toute structure avec l'expérience requise sous la forme :

- Cabinet d'expertise,
- Groupe de consultant.

Les Cabinets, dans leurs propositions techniques, devront fournir des informations sur leur compétence dans les domaines de l'étude tels que définis ci-dessus, et comment ils pourront mobiliser l'expertise nécessaire en cas de besoin. Cette information devra présenter de façon synthétique la nature des services offerts et des travaux effectués. Les Cabinets devront fournir des informations sur leurs performances sur des contrats relatifs à des domaines similaires à la présente étude avec des agences multilatérales et bilatérales, ou dans des contrats avec des gouvernements : présentation d'expériences avérées sur des études réalisées dans des pays similaires à la Guinée. Cette information devra récapituler clairement la nature de la mission contractée, les types de travaux exécutés et les résultats obtenus à travers ces contrats.

**Langue requise** : Tous les membres de l'équipe devront être capables de s'exprimer couramment en français et d'écrire les rapports en français.

Les Cabinets ou Groupes de Consultants intéressés sont priés de consulter la version intégrale des termes de référence (TDR) et du dossier d'appel d'offres (RFP) à travers le lien :

**PROCUREMENT NOTICE** : [https://procurement-notice.undp.org/view\\_notice.cfm?notice\\_id=83516](https://procurement-notice.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=83516)

**UNGM**: <https://www.ungm.org/Public/Notice/145195>

Oula retirer au siège du PNUD, au service des achats.

Cabinets ou Groupes de Consultants intéressés sont priés de faire parvenir leur proposition (Offre technique et financière) par courriel à l'adresse : [offres.gn@undp.org](mailto:offres.gn@undp.org), ayant comme objet : « **Recrutement d'un Cabinet ou Groupe de Consultants pour la mise en place d'un système d'information (SI) pour l'amélioration des investissements privés et le suivi des investissements directs étrangers en Guinée** » ou suivant la référence : **UNDP/RFP/151959/2021**.

Les offres techniques et financières peuvent être envoyées au courriel indiqué ci-haut ([offres.gn@undp.org](mailto:offres.gn@undp.org)) jusqu'au **Lundi 11 octobre 2021 à 00h 00 GMT (heure de Conakry)**, à l'adresse suivante :

**M. Boureima Younoussa, Représentant Résident Adjoint (P & O) du PNUD Guinée**

**Maison Commune des Nations Unies, Commune de Matam Coléah, Corniche Sud, Rue M002**

**BP 222 Conakry, République de Guinée.**

« Le PNUD a une tolérance zéro pour la corruption.

Les services de recrutement et des achats du PNUD sont gratuits et aucun paiement n'est exigé pour nos services.

En cas de violation de ces principes, veuillez nous contacter par le biais de l'adresse email suivante : [jedenoncelacorruption.gn@undp.org](mailto:jedenoncelacorruption.gn@undp.org)»



Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service  
des peuples  
et des nations

**« Recrutement d'un consultant Prestataire de service pour le renforcement des capacités des groupements de femmes dans la préfecture de Mandiana sur la saponification. »**

Le/la consultant (e)devra au moins avoir :

**Education :**

- ❖ Avoir un diplôme en chimie et ou tout autre profil équivalent

**Expérience :**

- ❖ Avoir un minimum de 3 ans d'expérience dans le domaine de la fabrication du savon local
- ❖ Avoir une expérience de travail antérieure avec les groupements et associations de femmes particulièrement dans le domaine du développement rural ;
- ❖ Avoir une bonne connaissance dans le domaine de la saponification ;
- ❖ Connaissance des approches pédagogiques participatives et de la formation action basée sur les besoins des bénéficiaires ;
- ❖ Avoir une capacité de l'administration des outils d'accompagnement liés au développement de chaînes de valeur
- ❖ Avoir une maîtrise de la langue des communautés bénéficiaires (Haute Guinée) ;
- ❖ Fait preuve d'intégrité en modélisant les valeurs et les normes éthiques du PNUD
- ❖ Être capable d'utiliser les applications standard MS Office (Word, Excel, Access et Power Point).

**Langues requises :**

- ✓ Langue de travail : Français

**Modalités de soumission :**

Dans son dossier de candidature, le consultant soumettra une offre technique comprenant notamment l'approche méthodologique, sa compréhension de la mission, le déroulement de la mission, les différentes tâches à faire et le contenu des rapports à fournir. Une séance de présentation et de validation du plan de réalisation de la mission sera organisée avec le consultant avant le démarrage effectif des travaux. L'offre technique sera accompagnée d'une offre financière détaillée.

Les candidats intéressés sont priés de consulter la version intégrale des termes de référence à travers le lien :

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par e-mail à l'adresse : [ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org)

[https://procurement-notices.undp.org/view\\_notice.cfm?notice\\_id=83515](https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=83515)

Chaque envoi ne doit pas dépasser **5 MB** ;

La soumission en version physique sous plis fermés n'est pas acceptée.

Toute offre reçue hors délai ou envoyée en dehors de l'adresse électronique [ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org) ne sera pas prise en compte.

**Date limite de dépôt des dossiers : 03 Octobre 2021 à 00h00mn GMT.**

Programme des Nations Unies pour le Développement



Au service  
des peuples  
et des nations

**« Recrutement d'un consultant Prestataire de service pour le renforcement des capacités sur les techniques agro écologique de maraichage, de développement des chaînes de valeur et accès aux marchés en faveur des groupements de femmes bénéficiaires dans la préfecture de Mandiana »**

Le/la consultant (e)devra au moins avoir :

**Education :**

- ❖ Être titulaire d'un diplôme en agronomie, agroéconomiste ou tout autre profil équivalent

**Expérience :**

- ❖ Être titulaire d'un diplôme en agronomie, agroéconomiste ou tout autre profil équivalent
- ❖ Avoir un minimum de 3 ans d'expérience professionnelle dans les domaines de l'accompagnement des groupements féminin en gestion et développement d'entreprises agricoles et de transformation de produits agricoles dans les communautés ;
- ❖ Maîtrise de la langue des communautés bénéficiaires (Haute Guinée)
- ❖ Une expérience de travail antérieure avec les groupements et associations de femmes particulièrement dans le domaine de développement du maraichage et développement rural ;
- ❖ Avoir une bonne connaissance du secteur agricole et rural guinéen ;
- ❖ Connaissance des approche pédagogiques participatives et de la formation action basée sur les besoins des bénéficiaires
- ❖ Avoir une capacité dans l'administration des outils d'accompagnement liés au développement de chaînes de valeur des cultures maraichères et d'accès aux marchés avec la participation des acteurs potentiels concernés (groupements, associations de femmes,) ;

Langue de travail : Français

**Modalités de soumission :**

Dans son dossier de candidature, le consultant soumettra une offre technique comprenant notamment l'approche méthodologique, sa compréhension de la mission, le déroulement de la mission, les différentes tâches à faire et le contenu des rapports à fournir. Une séance de présentation et de validation du plan de réalisation de la mission sera organisée avec le consultant avant le démarrage effectif des travaux. L'offre technique sera accompagnée d'une offre financière détaillée en GNF.

Les candidats intéressés sont priés de consulter la version intégrale des termes de référence à travers le lien :

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par e-mail à l'adresse : [ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org)

[https://procurement-notices.undp.org/view\\_notice.cfm?notice\\_id=83513](https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=83513)

Chaque envoi ne doit pas dépasser 5 MB ;

La soumission en version physique sous plis fermés n'est pas acceptée.

Toute offre reçue hors délai ou envoyée en dehors de l'adresse électronique [ic.offres.gn@undp.org](mailto:ic.offres.gn@undp.org) ne sera pas prise en compte.

**Date limite de dépôt des dossiers : 03 Octobre 2021 à 00h00mn GMT.**



**GUINEE CONAKRY**  
**1XBET**

**LOTTERIE NATIONALE GUINEE**

**PARIS SPORTIFS EN LIGNE**

**NUMERO VERT 625 66 66 66**

**Jouons responsable**

**GUINEE CONAKRY**  
**1XBET**

**LOTTERIE NATIONALE GUINEE**

**PARIS SPORTIFS EN LIGNE**

**NUMERO VERT 625 66 66 66**

**Jouons responsable**